

OLORON SAINTE MARIE, le 4 novembre 2014

**Monsieur Manuel VALLS**  
**Premier ministre**  
**Hôtel de Matignon**  
**57, rue de Varenne**  
**75700 PARIS**

**N/Réf : JL/CM N°14.2094**

Monsieur le Premier ministre,

Je tiens à vous informer personnellement qu'il ne m'est politiquement pas possible, dans l'état actuel des choses, de venir vous accueillir à Pau ce jeudi 6 novembre à l'occasion du 84<sup>ème</sup> congrès de l'Assemblée des Départements de France.

Votre réforme des collectivités territoriales entraîne la disparition des cantons ruraux et montagnards les plus excentrés. Ils constituent hélas, pour la plupart, ceux qui sont aussi les plus déshérités de notre pays. Cette réforme s'inscrit en contradiction totale avec ce qui fondait votre programme électoral des dernières élections nationales. Le canton que j'avais l'honneur de représenter depuis plus de 30 ans recouvrait à lui seul l'ensemble de la vallée d'Aspe. Il était territorialement le plus grand d'Aquitaine.

On aurait pu penser que cette disposition correspondait à un souci d'économie dans la période de crise que traverse notre pays. Malheureusement, il n'en est rien. Notre département qui comptait 52 conseillers généraux avant la réforme, en comptera désormais 54. Votre loi prévoit aussi en filigrane la disparition des petites communes. C'est un coup très dur que vous portez à l'ensemble des campagnes de France déjà si durement mises à mal depuis des décennies. Votre loi brise surtout la relation intime homme-territoire, instituée au fil des âges dans notre nation, et institutionnalisée par la révolution. Le sentiment d'abandon des populations, qui aiment ces territoires au point d'avoir choisi d'y vivre et de les servir, ne cesse d'augmenter. Leur enlever le pouvoir de représentation et d'expression, pour cause de population jugée insuffisante, y ajoute l'humiliation.

J'apprends enfin que vous vous apprêteriez à annoncer, à Pau, une politique de développement en faveur des territoires ruraux. Il fallait oser !

Je ne mésestime pas les mérites qui sont les vôtres par ailleurs, pas plus que notre relation personnelle. Tout comme vous, je me considère comme un républicain passionné. Le devoir d'un républicain c'est aussi de dire non. Mon absence délibérée constitue l'expression d'une des oppositions les plus fortes que j'ai eu à exprimer tout au long de ma fonction d' élu.

Je vous assure, Monsieur le Premier ministre, de mes sentiments les meilleurs.

Jean LASSALLE